

[Texte]

Mr. Ferguson: If we did not have the United States Farm Bill supporting their producers at the level they are, we would not need the countervail.

Mr. Vaags: Exactly.

Mr. Ferguson: It is therefore a domestic policy of the United States—

Mr. Vaags: Exactly. That is what I talked about. The farm bill certainly has a detrimental effect on us; there is no question.

The Chairman: Mr. Vaags, you did not answer Mr. Ferguson's question about whether you have studied the other subsidies.

Mr. Vaags: I said no, not directly.

The Chairman: Oh, I am sorry. I did not hear you say that.

Mr. Monteith (Elgin): Good morning, gentlemen. In reading through the Canadian Pork Council press release, I note that in the middle paragraph when you talk about unfair subsidization the Americans are claiming, you indicate that recent work was performed by the Organization of Economic Co-operation and Development. I wonder if you could tell me the date that was made public and if you could comment on that study.

Mr. Rice: Certainly, and I would be glad to make it available to the committee.

Does the acronym PSE, Producer Subsidy Equivalent, strike a bell? It is a means of trying to find a common denominator to compare the total subsidization and protection that producers in different countries enjoy. That Producer Subsidy Equivalent concept and work originated at the Organization for Economic Co-operation and Development, OECD, in Paris. I believe the most recent revision was in 1989. It has been published and it compares Canada and the U.S. by sector and by country. They made a rough projection for 1988-89 that was made early in the year, but I think the most recent actual data they had showed the Canadian PSE in 1987 to be 8 or something, while the U.S. was 6. In another year, it was 9 in the U.S. and 7 in Canada. It illustrates very clearly that we have been in the same ballpark.

• 1040

The Chairman: Mr. Rice, before you go on, you said you are going to submit a report. Could you tell us what that report is, and would you submit it to Ms Depape for circulation?

Mr. Rice: Certainly. I believe it is called something like "Agricultural Producers Support by Country".

The Chairman: We will be looking for it. Please submit it to the clerk.

[Traduction]

l'Ouest, et nous pourrions ainsi acheter notre maïs à 150 milles de distance plutôt qu'à 1,500.

M. Ferguson: Les droits compensatoires ne seraient pas nécessaires si la loi américaine sur l'agriculture n'accordait pas un tel soutien aux producteurs américains.

M. Vaags: Exactement.

M. Ferguson: Il s'agit donc d'une politique intérieure des États-Unis. . .

M. Vaags: Absolument. Il ne fait aucun doute que c'est la législation américaine qui a des effets négatifs chez nous.

Le président: Monsieur Vaags, vous n'avez pas répondu à la question de M. Ferguson sur les autres types de subventions.

M. Vaags: Non, j'ai dit que nous ne les avons pas étudiées directement.

Le président: Veuillez m'excuser, je n'avais pas entendu votre réponse.

M. Monteith (Elgin): Bonjour, messieurs. Dans le communiqué de presse du Conseil canadien du porc, je constate que vous parlez de subventions déloyales, selon les Américains, et que vous évoquez également les travaux récemment exécutés par l'OCDE. Pourriez-vous me dire quand le rapport de l'OCDE a été publié? Que pensez-vous du rapport?

M. Rice: Je serais très heureux d'en remettre un exemplaire au Comité.

Connaissez-vous le sigle ESP? Il signifie Equivalent de Subvention aux Producteurs. C'est un concept qui a été élaboré pour trouver un dénominateur commun, de façon à comparer les subventions et protections totales dont jouissent les producteurs des différents pays. Le concept a été mis au point par l'OCDE, à Paris. Les derniers calculs ont été faits cette année, en 1989. Grâce à ce concept, l'OCDE a pu comparer la situation globale et sectorielle entre le Canada et les États-Unis. Des projections brutes pour 1988-1989 avaient été faites au début de l'année, mais je crois comprendre que les données réelles les plus récentes montrent que l'ESP canadien de 1987 était de huit, environ, et que celui des États-Unis était de six. Auparavant, il avait déjà été de neuf aux États-Unis et de sept au Canada. Cela montre très clairement que nous sommes à peu près au même niveau.

Le président: Avant que vous ne poursuiviez, monsieur Rice, pourriez-vous nous dire de quel rapport il s'agit? Pourriez-vous en fournir un exemplaire à M^{me} Depape pour les membres du Comité?

M. Rice: Certainement. C'est un rapport qui permet de comparer les mesures de soutien offertes aux producteurs agricoles de divers pays.

Le président: Je vous serais reconnaissant d'en remettre un exemplaire à la greffière.